

Baromètre des affaires

En bref



Une conjoncture économique sous le signe de l'attente en 2024

ÉCONOMIE

L'activité économique de nouveau ralentie en Normandie au 1^{er} semestre 2024 malgré un recul de l'inflation.

DIRIGEANTS

56 % des dirigeants normands sont confiants pour le 2^e semestre 2024 (- 1 point en 6 mois).

Un léger redressement de l'activité est anticipé pour le 2^e semestre 2024.

ACTIVITÉ

Le manque de vigueur de la demande fragilise les entreprises.

Un bilan orienté à la baisse dans l'industrie et les services. Une dégradation plus forte dans la construction et le commerce.

ATTENTES DES DIRIGEANTS

73 % des dirigeants attendent des pouvoirs publics une réduction de leurs charges fiscales

DIFFICULTÉS

La situation pèse sur les projets d'investissement mal orientés au regard du climat politique instable.

Les principales préoccupations des chefs d'entreprise :

1. baisse de la demande ou de la fréquentation
2. hausse des prix des matières premières
3. hausse du coût de l'énergie





BILAN DU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Le ralentissement de l'économie se confirme au 1^{er} semestre 2024

Face à une conjoncture économique difficile, le ralentissement de l'activité déjà observée au semestre précédent se poursuit et s'accroît dans certains secteurs d'activité.

Comme pressenti en début d'année 2024, les chefs d'entreprise normands dressent un bilan en recul sur les 6 derniers mois écoulés.

37 % des dirigeants normands ont enregistré un repli de leur activité au 1^{er} semestre 2024, pour seulement 22 % ayant bénéficié d'une hausse ¹. Hors période liée à la crise Covid, ce bilan est le moins favorable depuis 8 ans. Seules 4 entreprises sur 10 déclarent des résultats comparables (+ 2 points).

Aucun secteur d'activité n'est épargné par le manque de vigueur de l'activité. La construction et le commerce affichent les soldes d'opinions les plus dégradés.

Malgré une baisse de l'inflation, les ménages ont davantage joué la prudence en privilégiant l'épargne à la consommation. Cela affaiblit encore le commerce. Plus de 4 commerçants sur 10 dressent un bilan « moins bon » et seul 1 commerçant sur 5 semble tirer son épingle du jeu ². La situation se dégrade également en 6 mois

dans le secteur de la construction où le solde d'opinions chute de 17 points. L'annulation de commande et la hausse du prix des matières premières expliquent en partie cette perte d'activité.

Enfin, le secteur des services et l'industrie dressent un bilan équivalent et orienté à la baisse sur le 1^{er} semestre 2024. Alors que globalement, la situation tendait à s'améliorer pour ces deux secteurs, plus d'un tiers des entreprises ont enregistré un recul d'activité.

À RETENIR

52 %

des Cafés-Hôtels-Restaurants jugent que la saison estivale 2024 a été moins bonne que 2023

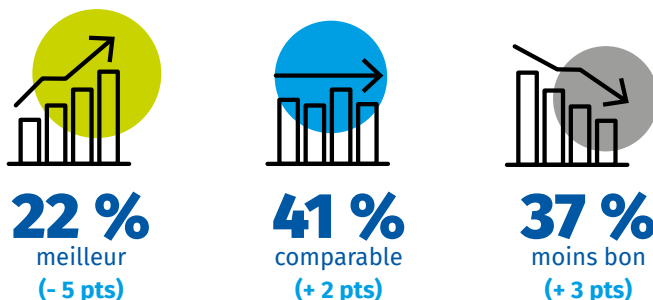
(18 % : meilleure)
(30 % : comparable)



Graphique 1

Bilan global de l'activité du 1^{er} semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

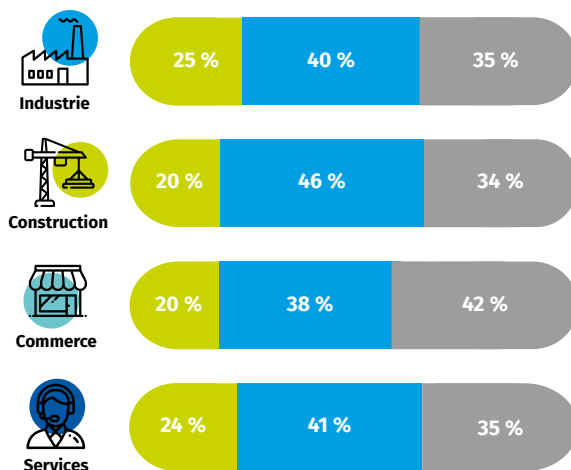


Graphique 2

Bilan global de l'activité selon le secteur d'activité au 1^{er} semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

● Meilleur ● Comparable ● Moins bon



CHIFFRES CLÉS

+ 2,5 %

c'est la prévision d'inflation moyenne annuelle en 2024

(après + 5,7 % en 2023)

Source : Banque de France

BILAN DU 1^{ER} SEMESTRE 2024

Un climat économique qui pèse sur la santé des entreprises

L'impact de l'inflation sur la consommation, le coût des matières premières, la situation du marché du logement ou encore la situation politique renforcent le manque de vigueur de la demande.

34 % des chefs d'entreprise interrogés ont enregistré une baisse de leur chiffre d'affaires au 1^{er} semestre 2024, tandis que 26 % ont bénéficié d'une augmentation. Si tous les secteurs enregistrent cette tendance, l'intensité est plus forte dans l'industrie et la construction ③.

Le manque de vigueur de la demande toujours présent explique en partie ce constat. En effet, le niveau des carnets de commande et du panier moyen sont restés stables pour 1 dirigeant sur 2. En conséquence,

les marges et les trésoreries ont atteint un niveau plancher qui se stabilise par rapport au semestre précédent. La moitié des chefs d'entreprise interrogés indique que ces indicateurs ont été stables au 1^{er} semestre 2024. Les problèmes de trésorerie se sont accentués dans le secteur de l'industrie et la construction sur le 1^{er} semestre 2024.

Ce climat pèse sur les projets d'investissement qui ralentissent de nouveau. Fragilisées par un niveau d'activité faible et une rentabilité en

baisse, les entreprises ont limité leur capacité à investir. La construction est le secteur enregistrant le plus fort recul de l'investissement.

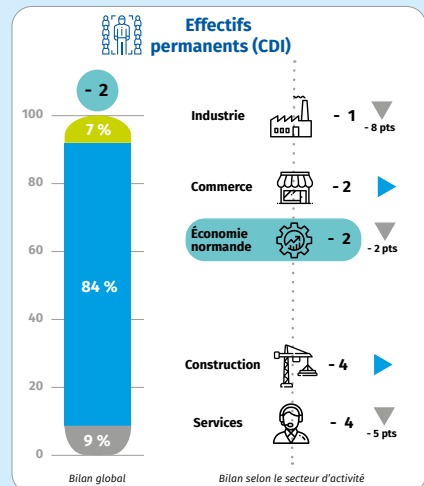
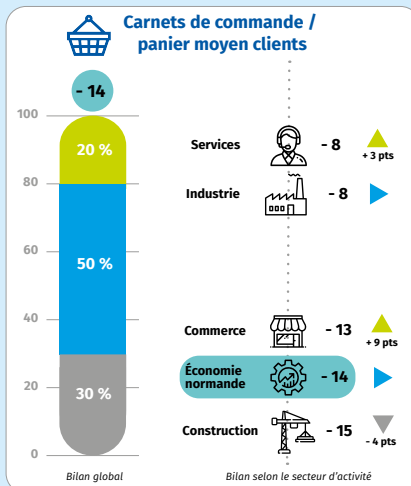
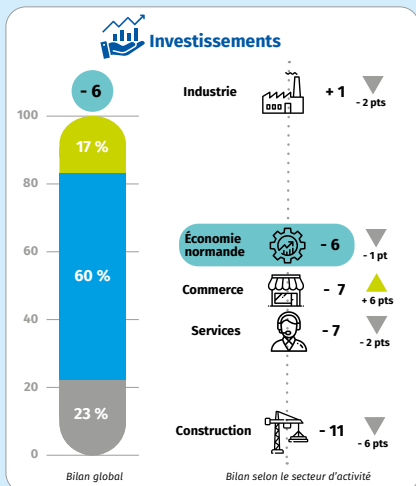
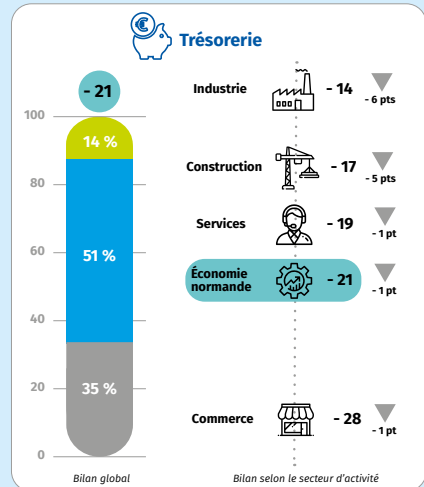
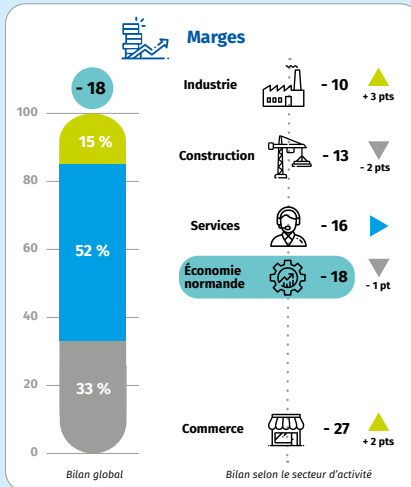
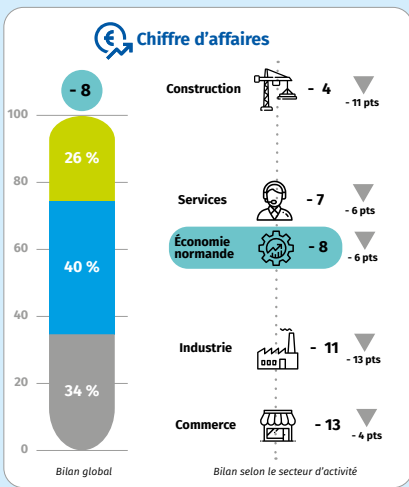
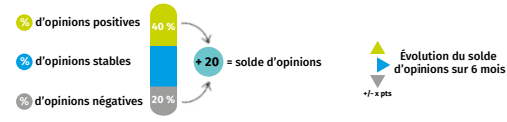
Malgré un marché du travail tendu et des difficultés de recrutement toujours présentes, l'emploi, longtemps protégé, commence à montrer des signes d'essoufflement. Un ralentissement des embauches est observé. Le solde d'opinions devient négatif, principalement tiré à la baisse par l'industrie et les services aux entreprises.

Graphique ③

Soldes d'opinions des indicateurs de performance au 1^{er} semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

Guide de lecture :





PERSPECTIVES POUR LE 2^E SEMESTRE 2024

La crise politique incite les dirigeants à prendre des précautions

L'optimisme l'emporte chez les chefs d'entreprise normands, grâce au recul de l'inflation, mais les perspectives économiques restent perturbées par l'instabilité politique.

Interrogés début septembre 2024 dans un contexte politique instable, marqué par une longue attente de formation d'un nouveau gouvernement, les dirigeants normands se montrent de nouveau très prudents quant aux perspectives de leur activité pour la fin de l'année.

Une majorité de chefs d'entreprise (56 %) sont confiants pour les 6 prochains mois ⁴. C'est un point de moins que le semestre

précédent. Dans un climat instable, l'incertitude plane toujours pour 15 % des dirigeants manquant de visibilité.

La part des dirigeants ne pouvant cacher leur inquiétude augmente de 5 points. Ils sont 29 % à porter un regard pessimiste sur les mois à venir malgré un recul de l'inflation.

Cette tendance affecte de nouveau l'ensemble des secteurs d'activité. Le moral des dirigeants de l'industrie, des services et du commerce varie

dans des proportions relativement similaires.

Bien que les professionnels de la construction se montrent plus optimistes, avec 60 % d'entre eux se déclarant confiants, ils sont néanmoins beaucoup plus nombreux qu'au semestre précédent à émettre des réserves. En effet, 28 % se déclarent pessimistes quant à l'avenir ⁵.

À RETENIR

29 %

des entreprises attendent des pouvoirs publics un soutien de leurs capacités financières



Graphique 4

Perspectives globales d'activité pour le 2^e semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie



56 %
Confiants
(- 1 pt)



15 %
Pas de visibilité
(- 4 pts)



29 %
Pessimistes
(+ 5 pts)

Graphique 5

Perspectives globales d'activité selon le secteur d'activité pour le 2^e semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

● Confiants ● Pas de visibilité ● Pessimistes



Industrie



Construction



Commerce



Services



CHIFFRES CLÉS

+ 1,1 %

c'est la **prévision de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) français en 2024**

(après + 1,1 % en 2023)

Source : Banque de France

PERSPECTIVES POUR LE 2^E SEMESTRE 2024

Un léger redressement attendu pour finir l'année

L'éclaircie envisagée par les chefs d'entreprise s'explique par un recul de l'inflation et une légère relance de la demande et de la consommation.

Dans un climat instable, les dirigeants normands affichent des perspectives d'activité timides pour la fin de l'année. Les indicateurs de performance sont globalement stables et de légères augmentations sont observées.

42 % des dirigeants s'attendent à une stabilité de leur chiffre d'affaires au 2^e semestre 2024 tandis que 21 % anticipent une hausse **6**. Des perspectives plus encourageantes en lien avec la fin d'année sont mesurées dans le commerce où le

solde d'opinions gagne 5 points. A contrario, l'industrie ne bénéficierait pas de ce redressement.

Globalement, un léger regain de consommation serait envisagé en lien avec une inflation mieux régulée. Ce redressement, certes mince, a un effet positif sur les perspectives de chiffre d'affaires, marges et trésorerie.

La prudence perdue concernant les investissements. Malgré une baisse des taux d'intérêt, les perspectives

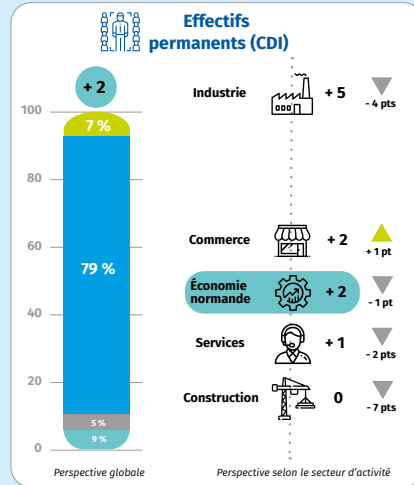
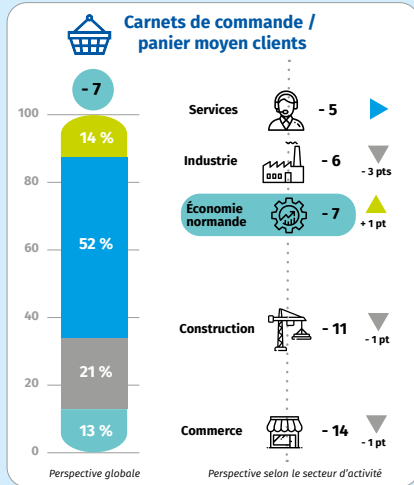
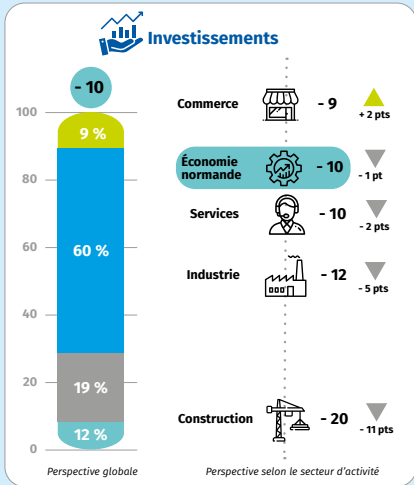
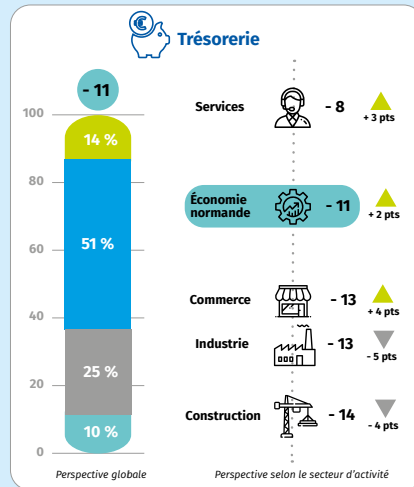
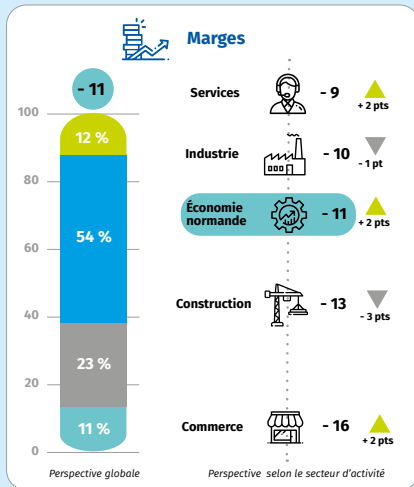
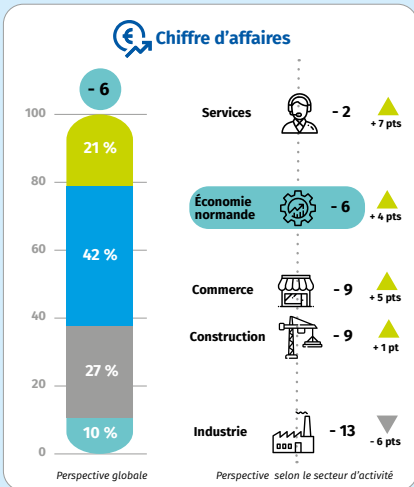
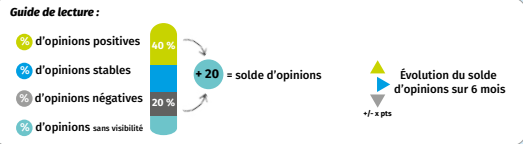
d'investissement sont mitigées. Il y aurait moins de projets dans l'industrie et la construction.

Pour la fin de l'année, les perspectives exprimées par les chefs d'entreprise montrent une poursuite du ralentissement des recrutements, impactant l'ensemble des secteurs d'activité à l'exception du commerce. Aussi, le manque de visibilité plus élevé dans l'industrie ne permet pas d'entrevoir de nouvelles embauches.

Graphique 6

Soldes d'opinions des indicateurs de performance au 2^e semestre 2024

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie





LES ENTREPRISES NORMANDES FACE À L'INFLATION

Le manque de vigueur de l'activité est le 1^{er} frein au développement

Si les effets de l'inflation sont toujours présents, notamment sur la demande, les dirigeants doivent aussi composer avec les incertitudes générées par la situation politique actuelle.

Interrogés chaque semestre sur les difficultés qui freinent le développement ou la pérennité des entreprises, les dirigeants normands dressent un nouveau bilan. Les effets de la désinflation ne se répercutent par encore sur les entreprises.

Observée dans le bilan du 1^{er} semestre 2024, la baisse de la demande et/ou de la fréquentation est la première difficulté avancée par 38 % des dirigeants normands, soit 3 points de plus que le semestre dernier. Le commerce, les services aux particuliers et la construction sont les plus touchés 7.

La hausse du prix des matières premières demeure la deuxième source de préoccupation et touche 36 % des chefs d'entreprises (+ 1 point). Le commerce et la construction sont plus impactés pour respectivement 46 % et 45 % des dirigeants.

Même si 31 % des chefs d'entreprise considèrent que la hausse du coût de l'énergie reste une forte charge, cette difficulté apparaît moins pressante qu'il y a un an où cette part s'élevait à 41 %. La prolongation du bouclier tarifaire jusqu'à début 2025 semble endiguer, dans une certaine mesure, les difficultés liées à l'énergie. Importants consommateurs d'énergie, l'industrie reste le secteur le plus pénalisé.

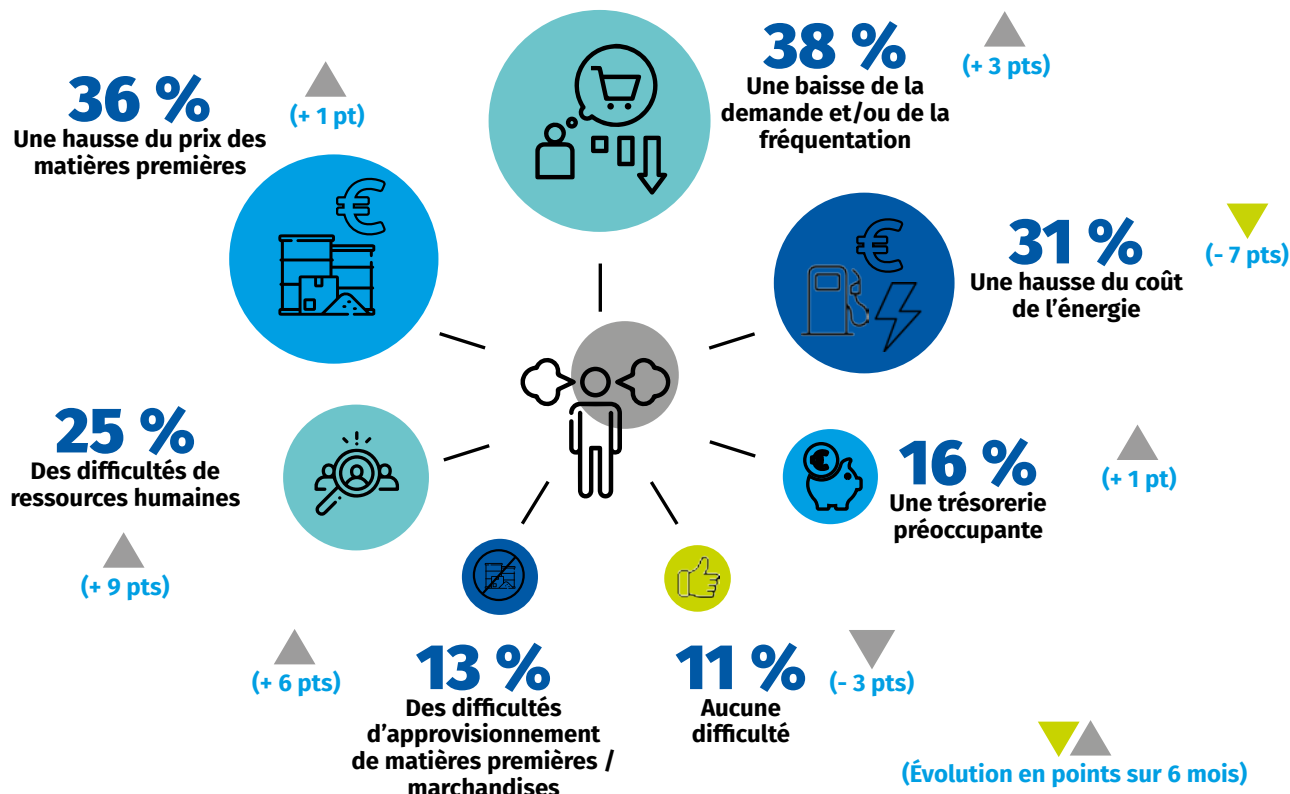
Les difficultés de ressources humaines, toujours considérées comme un obstacle structurel, touchent 1 entreprise sur 4, soit une hausse de 9 points en 6 mois. L'industrie et la construction sont davantage confrontées à ces difficultés de recrutement.

Alors qu'elles semblaient s'estomper le semestre dernier, des difficultés d'approvisionnement en matières premières et/ou marchandises repartent à la hausse pour retrouver le niveau observé l'année dernière à la même période. Le commerce, la construction et l'industrie sont concernés.

Graphique 7

Quelles difficultés pourraient freiner le développement ou la pérennité des entreprises normandes ?

Réponses multiples - Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie

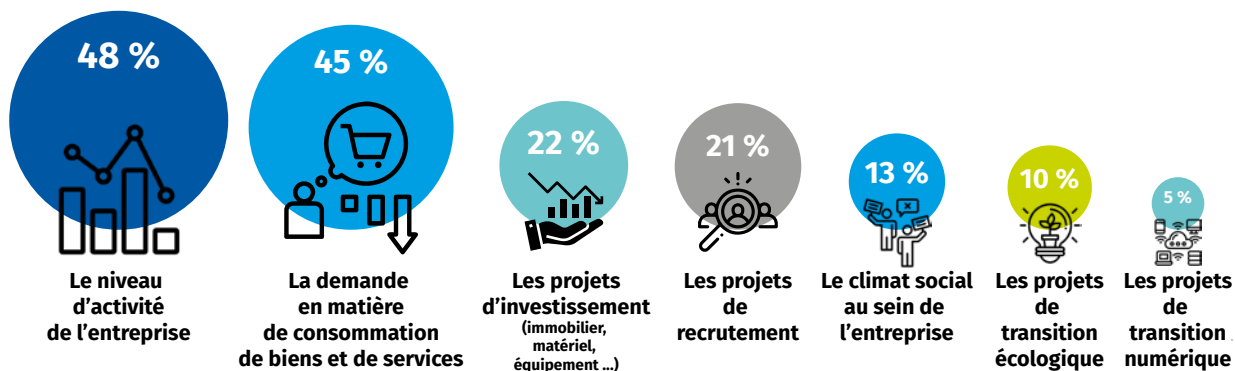


La situation politique faisant suite aux élections législatives anticipées a généré de l'incertitude chez les ménages et dans l'ensemble de la sphère économique. Le réseau des CCI de Normandie a voulu mesurer l'impact de cette séquence politique inédite sur l'activité des entreprises mais aussi recueillir les attentes des dirigeants vis-à-vis des pouvoirs publics en matière économique pour les prochains mois.

Graphique 8

D'après vous, la situation politique française actuelle risque d'avoir un impact sur ?

Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie



Près d'un dirigeant sur deux (48 %) affirme que la situation politique française a un impact sur le niveau d'activité de son entreprise 8.

A l'instar de la moyenne nationale*, 45 % déclarent que la demande générale en matière de consommation de biens et de services est affectée par ce climat politique. Là encore, plus d'un

dirigeant sur 5 (22 %) reconnaît que cette instabilité politique a un impact sur leurs projets d'investissement (immobilier, matériel, équipement, etc...). Cela s'observe particulièrement dans la construction où la part s'élève à 26 %.

Enfin, l'impact sur les projets de recrutement est avancé pour 21 % des chefs d'entreprise.

À RETENIR

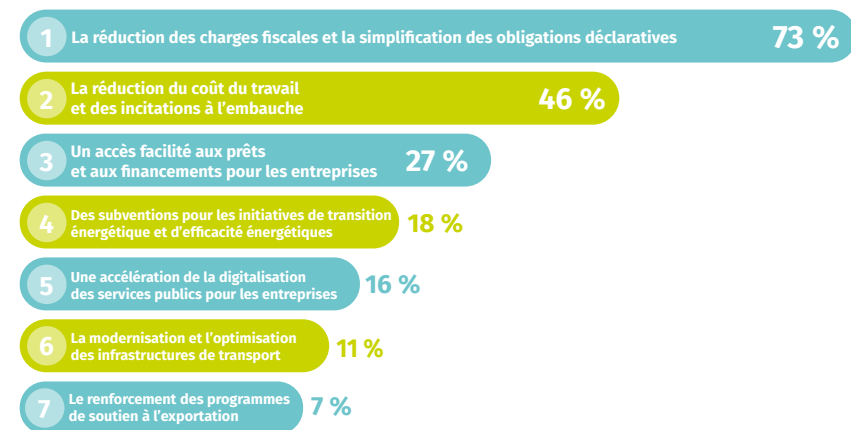
73 % des dirigeants attendent des pouvoirs publics une réduction de leurs charges fiscales

* La grande consultation des entrepreneurs
Sondage OpinionWay pour CCI France / La Tribune / LCI - Juin 2024

Graphique 9

Quelles sont vos attentes prioritaires en matière économique pour les prochains mois ?

Réponses multiples - Source : Enquête « Baromètre des affaires » des CCI de Normandie



Les chefs d'entreprise ont, par ailleurs, formulé leurs attentes économiques à l'égard des pouvoirs publics pour préparer l'avenir.

Les 3 priorités exprimées sont identiques et les poids sont similaires par rapport à la moyenne nationale*. Plus de 7 dirigeants sur 10 (73 %) sont dans l'attente d'une réduction des charges fiscales et d'une simplification des obligations déclaratives 9.

Confrontés aux difficultés de recrutement et aux hausses des charges sociales, près de la moitié (46 %) des dirigeants souhaite une réduction du coût du travail et bénéficier de mesures d'incitation à l'embauche.

Enfin, ils sont 27 % à vouloir accéder plus facilement aux prêts et aux autres mesures de financement pour les entreprises.



L'ÉCLAIRAGE DE LA BANQUE DE FRANCE

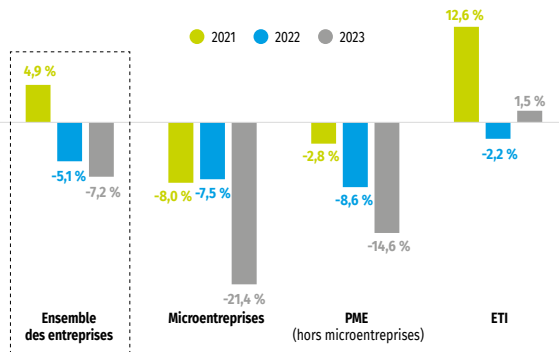
Les investissements normands ralentissent

Les investissements des entreprises (acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles), qui sont avec la consommation des ménages un des éléments qui portent la croissance, diminuent en région Normandie depuis 2022 suivant une étude menée par la Banque de France de Rouen sur 7 764 entreprises ¹⁰. Tous les secteurs sont concernés par cette baisse pour les microentreprises et les PME alors que la hausse des investissements des ETI est portée par les services et le BTP.

Graphique 10

Évolution des investissements en Normandie

Source : Banque de France Normandie
Base FIBEN, août 2024



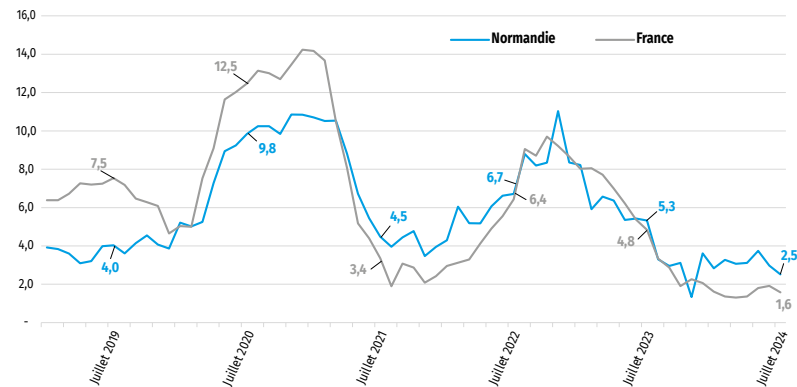
Le coût global des nouveaux financements en France s'inscrit en légère baisse en juillet 2024 (4,24 % après 4,37 % en juin), en raison de la diminution du coût des nouvelles émissions de titres de dette (3,53 % après 3,83 % en juin), les taux d'intérêt des crédits bancaires étant stables à 4,65 %.

Depuis janvier 2024, la variation des encours de crédits distribués aux entreprises de la région Normandie est supérieure au niveau national. À fin juillet 2024, la progression est de + 2,5 % par rapport à juillet 2023, contre + 1,6 % en France. Cette évolution reste cependant moins dynamique que durant la période pré-covid ¹¹.

Graphique 11

Variation des encours de crédits mobilisés

Source : Banque de France Normandie / Hors sociétés financières, administrations publiques et entreprises individuelles



Le 12 septembre dernier, le Conseil des Gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a décidé d'abaisser son principal taux directeur de 25 points de base pour ramener à 3,50 % le taux de la facilité de dépôt. D'après ses prévisions publiées le 17 septembre, la Banque de France prévoit une croissance du PIB de 1,1 % en 2024 en moyenne annuelle et de 1,2 % en 2025 grâce à une reprise de la consommation des ménages.

Éric Villeneuve

Banque de France - Directeur Région Normandie



Baromètre des affaires

#33 | Octobre 2024

CCI Observatoires

Publication économique de CCI Normandie
ISSN : 2427-5360

Directeur de la publication : Vincent Laudat

Une réalisation du Pôle Projets Innovants, Financements et Territoires

T 02 35 88 38 11
pift@normandie.cci.fr

Traitement des données, rédaction et mise en page : Frédéric Allais

CCI Normandie
4 passage de la luciline
76000 ROUEN

Note méthodologique

Recueil des données : enquête téléphonique réalisée entre le 28 août et le 13 septembre 2024 par la société TRYOM

Taille de l'échantillon : 2 390 dirigeants d'établissement normands (degré de certitude : 95 % - marge d'erreur : +/- 4 %)

Représentativité par secteur géographique, secteur d'activité et tranche d'effectif (moins de 10 salariés, entre 10 et 49 salariés, 50 salariés et plus)

f Normandinamik

cc-normandie

in CCINormandie



normandie.cci.fr